



Incendie du magasin « abandon » au PAL

Quelques dégâts matériels n'affectant en rien l'activité portuaire

Excentré et loin des installations portuaires, le magasin "Abandon" a connu un incendie le 23 mars dernier. Aucun blessé ni perte en vies humaines n'est à déplorer. Les dégâts matériels enregistrés concernent les marchandises en contentieux et avariées ...



PAGE 11

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

La fabrication de savon, une bonne affaire pour cette femme veuve et retraitée à Kara

Depuis quelques semaines, l'entreprise de fabrication de savon de Malou Kossiwa connaît un nouvel essor. Et pour cause, elle a franchi un cap décisif pour le rayonnement ...

PAGE 2

POLITIQUE



Elections régionales

284 listes retenues par la Cour suprême

Les élections régionales au Togo sont prévues pour le 20 avril prochain et seront jumelées avec les élections législatives.

PAGE 3



Nouvelle Constitution

Un pas vers une démocratie renouvelée et plus forte au Togo

Le dimanche 24 mars 2024, l'Assemblée nationale togolaise se trouvait à l'aube d'une décision historique : l'adoption d'une nouvelle Constitution pour la 5ème République, marquant un tournant décisif dans la trajectoire politique du pays.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Starlink va arriver officiellement au Togo, des négociations engagées

Internet Society Togo a annoncé lundi dernier le début de négociations avec Starlink pour élargir et démocratiser l'accès à internet au Togo. Cette initiative suit l'annonce de l'arrivée de Starlink au Togo l'année dernière.

Un accord éventuel doit être conforme aux dispositions réglementaires locales.

Starlink est un projet de constellation de satellites développé par SpaceX, la société spatiale d'Elon Musk.

L'objectif est de fournir un accès à Internet haut débit à des endroits reculés ou mal desservis par les infrastructures terrestres traditionnelles.

La constellation est conçue pour offrir une connectivité Internet mondiale et abordable, en particulier dans les zones rurales et éloignées. Starlink est composé de milliers de petits satellites ...

Suite à la page 3

Envoie le mot clé «JEU» par SMS au 909
et deviens le meneur du jeu !

Inscription gratuite
Participation à 150F/jour
Cumule des points pour gagner les lots
Notification gain exclusivement par le 888
Période du jeu : jusqu'au 30 Avril

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg





SOMMAIRE

Sénégal/Présidentielle

Amadou Ba, Lionel Zinsou, Emmanuel Ramazani : ces dauphins désignés, rejetés par le suffrage universel



P 4

Forum d'Investissement de la Cedeao (EIF)

De grandes figures de l'investissement attendues du 4 au 5 avril 2024 à Lomé



P 5

Incendie du magasin "abandon" au PAL

Quelques dégâts matériels n'affectant en rien l'activité portuaire



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

La fabrication de savon, une bonne affaire pour cette femme veuve et retraitée à Kara

Depuis quelque semaines, l'entreprise de fabrication de savon de Malou Kossiwa connaît un nouvel essor. Et pour cause, elle a franchi un Cap décisif pour le rayonnement de son unité. C'est d'ailleurs chez elle que plusieurs jeunes de son quartier viennent prendre du savon pour revendre dans la ville.



Malou Kossiwa

Mais pour cette veuve et mère 4 enfants qui est à la retraite depuis plusieurs années, ce trajet n'a pas toujours été facile. Quelques années avant sa retraite, elle a eu

la bonne idée d'intégrer une coopérative et d'apprendre plusieurs métiers, dont la fabrication de savon. Son objectif, pouvoir créer une activité génératrice

de revenus pour compléter sa pension de retraite et pouvoir mener une vie descente. " Je ne regrette pas mon choix aujourd'hui. À part ma pension de retraite, cette activité m'aide beaucoup et me permet de nourrir mes enfants".

De nombreuses personnes retraitées comme Malou Kossiwa se heurtent à des difficultés pour avoir une bonne qualité de vie. Et pour les femmes veuves, ces obstacles sont encore majeurs.

Mais grâce au FNFI, Malou a vaincu héroïquement cette fatalité. Après le lancement des activités du FNFI en 2014 à Kara, le groupement auquel appartient Malou Kossiwa n'a pas tardé à bénéficier des prêts avec le produit APSEF (Accès des Pauvres aux services Financiers). Elle raconte : " Dès que je suis partie à la retraite, j'ai effectivement lancé mon activité avec mes maigres économies. Je peux vous confirmer que le crédit APSEF a été une bouffée d'oxygène pour l'entreprise. Nous avons bien remboursé et nous avons achevé le cycle

sans aucun problème". Et elle ajoute : " C'est ça le secret. Il faut bien gérer les fonds et bien rembourser".

Dès le lancement du projet Nkodede, Malou n'a pas hésité à faire les démarches. La banque partenaire du FNFI lui a octroyé un crédit de 5 millions FCFA, qu'elle a aussitôt investis pour renforcer son entreprise. " Nkodede m'a permis d'être une entrepreneuse de premier plan. Les 5 millions m'ont permis de commander une grande quantité d'intrants et du bois de chauffage. Aujourd'hui mon chiffre d'affaires a augmenté" affirme t'elle avec fierté. Et ce n'est pas tout. Malou est désormais une créatrice d'emploi pour les jeunes. En effet ils sont nombreux à venir s'approvisionner chez elle pour aller revendre. " C'était aussi un objectif. Je voulais avoir une activité qui profite aux jeunes. Et aujourd'hui c'est bien le cas." a-t-elle affirmé.

Malgré cette réussite, Malou veut aller plus loin. Son rêve, c'est avoir un moyen de transport dans les prochains mois, pour aller s'approvisionner elle

même en intrants à Lomé et pour le transport de bois de chauffage.

Aujourd'hui, son activité occupe pratiquement toute l'enceinte de sa maison. Un repas chaud attend toute sa famille tous les soirs, et les frais de scolarité de ses enfants ont été payés. Mieux, elle fait aussi du social. Elle nous confie. " Cette rentrée scolaire, j'ai accompagné plusieurs enfants de mon village. Pour les fêtes de fin d'année, j'ai offert des kits alimentaires aux Sages "

Le financement apporté à Malou Kossiwa et les séances d'éducation financière qu'elle a reçues étaient tout ce dont elle avait besoin pour développer sa TPME de fabrication de savon, gagner un revenu décent, lutter contre l'insécurité alimentaire, éduquer ses enfants et même créer de l'emploi. Elle est la preuve que l'élimination des obstacles à l'inclusion financière donne naissance à une société plus riche, plus dynamique et plus équitable pour tout un chacun. Ne n'oubliez pas. Malou Kossiwa est une retraitée. Et pourtant !

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo

Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... en orbite basse autour de la Terre. Ils sont conçus pour fournir une connexion Internet haut

débit via des antennes terrestres installées chez les utilisateurs. Les signaux sont transmis de satellite à satellite, puis redirigés vers des stations terrestres

connectées à Internet. Starlink suscite un intérêt important en raison de son potentiel à connecter des régions du monde autrefois isolées et à réduire la

fracture numérique. L'Internet Society, également connue sous le nom d'ISOC, est une organisation mondiale à but non lucratif fondée en 1992. Son

objectif est de promouvoir le développement ouvert, l'utilisation et l'accessibilité de l'Internet pour le bénéfice de toutes les personnes dans le monde.

**Promotion de la femme
Le Togo primé à l'international**

Les efforts du Togo en matière de promotion de la femme font l'objet de reconnaissance au-delà des frontières. Le pays a en effet reçu le mois dernier, le prix du « Meilleur ministère de la promotion de la femme et de l'alphabétisation » pour le compte de l'année 2023.



Le prix décerné lors de l'« African Governance Awards », tenu du 7 au 10 février derniers en Île Maurice, souligne les avancées majeures réalisées par le Togo en matière de promotion du leadership féminin.

« Ce prix, nous le dédions au Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé. En effet, tous les efforts consentis en matière de promotion du leadership féminin ont permis au Togo d'être désormais le premier pays réformateur en Afrique, sur 53 pays, et le 19ème au niveau mondial sur 190 pays », a indiqué Adjovi Lolonyo Apeh-Akoma, ministre chargée de la

promotion de la femme.

Pour rappel, « African Governance Awards » est un programme de reconnaissance et de récompense des institutions étatiques ainsi que des organismes internationaux et organisations de la société civile, au cours d'une année donnée, au regard de leurs réalisations dans leurs domaines d'intervention respectifs. Il est piloté par « The Business Executive Group », une institution du monde des médias dont le siège se trouve à Accra (Ghana).

www.republiquetogolaise.com

**Elections régionales
284 listes retenues par la Cour suprême**

Les élections régionales au Togo sont prévues pour le 20 avril prochain et seront jumelées avec les élections législatives.



La Cour Suprême vient de rendre publique la liste définitive des candidats pour ce scrutin. Sur un total de 302 listes présentées, la Cour Suprême en a approuvé 284 et en a rejeté 18 pour non-conformité, y compris celles des partis politiques majeurs tels que l'ANC, le NET et les FDR.

Ces élections régionales marqueront la conclusion d'un processus de décentralisation entamé il y a six ans, avec l'établissement des communes.

Plusieurs étapes ont été franchies dans ce processus, notamment l'adoption d'une loi reconnaissant

les régions comme des collectivités territoriales et l'élection des membres de la Commission Électorale Nationale Indépendante (Ceni).

Actuellement, le pays compte déjà 117 communes opérationnelles avec leurs maires en place.

Education

1035 salles de classe construites entre 2022 et 2023

Au Togo, la politique de renforcement des capacités d'accueil des infrastructures scolaires se poursuit. Au cours des deux dernières années, plus d'un millier de nouvelles classes ont ainsi été construites dans l'ensemble des cinq régions du pays.

C'est ce qui ressort des statistiques du ministère en charge du secteur sur les réalisations antérieures, publiées dans le budget citoyen 2024.

Dans le détail, 844 salles (structurées en bloc de 3 et 4) ont été érigées en 2023, tandis que 191 salles ont été construites un an plus tôt.

La région des Savanes a été la plus dotée, avec 402 salles au total sur les deux années.

Plus de 500 salles de classe prévues pour 2024.

Pour l'année 2024, l'exécutif entend maintenir la dynamique. Selon les projections, 514 salles



de classe devront en tout sortir de terre sur le territoire, à raison de 64 blocs de 4 salles et 86 blocs de 3 salles. Le tout, pour un coût estimatif de plus de 4 milliards FCFA.

En rappel, quelque 359 salles de classe ont été construites entre 2020 et 2021, notamment par le biais du projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV).

Sénégal/Présidentielle

Amadou Ba, Lionel Zinsou, Emmanuel Ramazani : ces dauphins désignés, rejetés par le suffrage universel

C'est acté. Bassirou Diomaye Faye est le prochain président de la République du Sénégal. Ce n'était plus qu'une question de temps. Car, au-delà des dissensions internes qui couvaient depuis des mois, voire des années au sein de la majorité présidentielle au Sénégal, il y avait cet élément qu'on ne pouvait négliger : le choix du peuple qui se dessinait, au fur et à mesure des décisions du gouvernement et des agissements du président Macky Sall, depuis sa cavalcade politique contre Ousmane Sonko. Et la sanction est sans appel et continuera d'étonner les moins avertis. Décryptage d'une défaite « programmée », que l'on pouvait bien éviter en tirant des leçons essentielles des scénarios de Lionel Zinsou du Bénin et de Emmanuel Ramazani de la RDC.

Alors que cette victoire attend d'être confirmée par la Commission électorale, l'opposant Bassirou Diomaye Faye serait crédité de plus de 57% de suffrages exprimés. Et déjà, les messages de félicitations fusent depuis le matin du 25 mars. La majorité des candidats concurrents, le dauphin du camp présidentiel Amadou Ba, se sont prêtés à l'exercice complexe et non moins contraignant de félicitations au candidat préféré du peuple, même si plusieurs analystes ont montré un manque d'expérience politique et un manque de contenu consistant au projet politique du candidat. Mais qu'à cela ne tienne, le peuple souverain s'est exprimé et face à cela, même Emmanuel Macron de la France, Charles Michel du Conseil européen ou les présidents ouest-africains ne peuvent que se plier à l'évidence que l'heure de la « rupture a sonné ». « Le peuple sénégalais a fait le

choix de la rupture, pour donner corps à l'immense espoir suscité par notre projet de société », s'est félicité Bassirou Diomaye Faye lundi 25 mars au soir. La rupture. Ce terme qui rappelle le scénario béninois qui a vu venir au pouvoir Patrice Talon sous ce slogan, et dans les mêmes circonstances, amène à questionner les facteurs endogènes qui ont favorisé la montée au pouvoir de Diomaye Faye, alors que personne ne connaissait ce jeune énarque issu d'une famille d'enseignants modeste.

Une défaite programmée
Pour comprendre la brillante élection de cet outsider, il nous faut d'abord scruter les faiblesses du camp présidentiel qui ont indirectement contribué à hisser les jeunes du Pastef au pouvoir. En effet, le premier élément à prendre en compte est le processus de désignation du dauphin Amadou Ba. Ce technocrate convaincu a été choisi par

Macky Sall, alors même que d'autres ténors de l'Alliance pour la République (APR) étaient mieux placés et attendaient leur tour. On reprochait au dauphin désigné sans consensus, de n'être pas un homme de terrain, ou de manquer de charisme mobilisateur. Entre désaccords et démissions, la coalition au pouvoir a démarré la

beaucoup plus lourd à porter. Car, au-delà de porter les couleurs et les espoirs d'une coalition « épileptique » au pouvoir, Amadou Ba porte le poids d'un héritage Macky « Sallien », issu de la collaboration avec la France, qu'il n'a pas contribué à ériger. Il faut le reconnaître, ces dernières années

et le vent populiste anti français qui a soufflé ont entaché davantage l'image politique du président Macky Sall, qui, déjà faisait face à un opposant dont l'idéologie souverainiste était aux antipodes de ce qui a été fait jusqu'à présent. L'erreur du président Sall, c'est d'avoir sous-estimé Ousmane Sonko et son charisme ;



Amadou Ba (Sénégal)



Lionel Zinsou (Bénin)



Ramazany Shadary (RDC)

période électorale avec une mobilisation déjà fissurée. Tout comme Emmanuel Ramazani Shadari de la RDC, qui n'a pas bénéficié du soutien interne à la coalition (le FCC de Joseph Kabila) qu'il portait à la présidentielle de décembre 2018 ; ou comme le banquier béninois Lionel Zinsou, qui était taxé d'« aventurier politique » parachuté par le président Yayi Boni au FCBE, Amadou Ba a dû passer par la case négociations et recherche de consensus interne avant de s'imposer. Mais à quels prix ?

Héritier du passif anti-français

Le prix à payer sera

au Sénégal ont été très éprouvantes pour la gouvernance du président sortant. Entre la recherche de la meilleure formule pour maintenir la croissance économique du pays à des niveaux acceptables et supporter le poids du vent anti-français qui souffle en Afrique et dans la sous-région, le président Macky Sall, alors président en exercice de l'Union africaine, devrait gérer les soubresauts sociopolitiques de son pays et restaurer la confiance entre les peuples de la Cedeao minés par des coups d'Etat. Les changements de régimes politiques au Mali, au Burkina Faso et au Niger,

c'est d'avoir cru qu'avec les instruments légaux issus de cette démocratie occidentale, il pouvait éteindre un opposant qui avait choisi des armes non conventionnelles pour mener sa fronde et asseoir son idéologie. Tout comme Lionel Zinsou, Amadou Ba est juste perçu comme le prolongement d'une Françafrique très décriée par la jeunesse africaine. Et dans ce fait, mettre à Ousmane Sonko ou un Diomaye Faye en prison ne pourront pas suffire à faire échec à cette révolution inévitable qui touche la plupart des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Alexandre Wémima

Tchad/Présidentielle

Les candidatures de plusieurs opposants rejetées par le Conseil constitutionnel

Le général Mahamat Idriss Deby se débarrasserait-il de ses plus farouches opposants avant la date du 6 mai prochain ? Cette question, on est forcé de la poser au regard de la décision du Conseil constitutionnel tchadien de ce dimanche 24 mars 2024. Dix candidatures à l'élection présidentielle au Tchad, dont celles de deux farouches opposants à la junte au pouvoir, Nassour Ibrahim Neguy Coursami et Rakhis Ahmat Saleh, ont été jugées « non conformes » et « irrecevables », en raison notamment d'irrégularités dans les pièces administratives requises.

« Le pouvoir ne veut pas faire face à une opposition crédible dans les urnes », s'est insurgé auprès de l'Agence France Presse,

Nassour Ibrahim Neguy Coursami, qui avait été investi par le GCAP, l'une des principales plateformes de l'opposition

au Tchad. Il « n'a fait que valider la liste de candidats qui va accompagner le chef de la junte lors de l'élection présidentielle », a ajouté l'opposant. Le Conseil constitutionnel a annoncé l'ouverture à son encontre d'« une enquête



Mahamat Idriss Deby

préliminaire en vue de poursuite pénale » pour « faux et usage de faux »,

en raison de suspicions sur des pièces justificatives fournies dans son dossier de candidature. Pour le constitutionnaliste tchadien Ahmat Mahamat Hassan, il est clair que la stratégie de la junte au pouvoir n'est pas

d'organiser une élection dans les conditions optimales. Mais de

choisir ceux qui pourront accompagner le chef de la junte pour accompagner et asseoir définitivement le pouvoir.

Le rejet de la candidature des principaux opposants à la junte intervient moins d'un mois après la mort du principal rival politique du général Déby, son propre cousin Yaya Dillo Djérou, tué le 28 février par des militaires dans l'assaut du siège de son Parti socialiste sans frontières (PSF). Il a été tué d'une balle dans la tête tirée à bout portant, selon le PSF, un « assassinat » destiné à l'écartier de la course à la présidentielle, selon l'opposition, ce que nie le gouvernement.

T.M.

Pêche

Un plan d'action de 20 milliards pour renforcer la filière poisson au Togo

Avec 24 229 tonnes en 2023, la production halieutique au Togo amorce une reprise. Mais pour satisfaire une demande de plus en plus grandissante, le ministère de l'Agriculture vient d'élaborer un plan d'action pour développer la filière poisson à l'horizon 2028. Le budget de ce plan est estimé à 20,04 milliards FCFA



Des pêcheurs tirant un filet

La mise en œuvre de ce plan, nécessite l'appui de différents partenaires.

L'État déboursera 1,27 milliards FCFA, le Conseil interprofessionnel de

la filière poisson (CIPP) contribuera à hauteur de 67,56 millions FCFA et les

partenaires techniques et financiers (PTF) feront un apport de 18,69 milliards FCFA. En se dotant d'une stratégie quinquennale dénommée « Plan d'action d'investissement de la filière poisson 2024-2028 », le Togo veut diminuer sa dépendance à l'exportation et parvenir à satisfaire les besoins en consommation locale.

Ce plan va permettre d'améliorer les conditions de production, de transformation, et de commercialisation des poissons. Il contribuera aussi à juguler les contraintes liées au développement du secteur afin de mieux accompagner les acteurs de la filière pour son développement. L'ambition de l'exécutif est d'augmenter de 25% à l'horizon 2028, la production halieutique pour une meilleure couverture des besoins nationaux.

Pour parvenir à sa bonne réalisation, ce plan est subdivisé en

cinq axes prioritaires. Le renforcement des capacités productives de la filière, le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs, la valorisation des produits halieutiques locaux, l'amélioration de la gouvernance dans le sous-secteur et le renforcement du suivi, ainsi que l'évaluation des activités sur toutes les chaînes de valeurs de la filière, sont les axes à développer.

La pêche continentale, la pêche maritime artisanale, la pêche maritime chalutière et la pisciculture, sont les grands secteurs qui contribuent à la production halieutique au Togo. Pour cette année, le gouvernement prévoit d'investir 2 milliards FCFA dans le secteur, dont une partie servira au financement du Projet développement de l'aquaculture au Togo (PDAT) en cours depuis 2022.

Edy Alley

Forum d'Investissement de la Cedeao (EIF)

De grandes figures de l'investissement attendues du 4 au 5 avril 2024 à Lomé

Pour exploiter les opportunités d'investissement communautaire, la Banque d'investissement et de développement de la Cédéao (BIDC) organise le Forum d'Investissement de la Cédéao (EIF). Pour sa première édition, le Togo reçoit plusieurs hôtes de marques, des personnalités les plus marquantes du monde des affaires, à celles des investissements en Afrique et au-delà. Le Forum d'Investissement de la Cédéao (EIF), c'est du 4 au 5 avril 2024 à Lomé.

« Transformer les Communautés de la Cédéao dans un environnement difficile », est le thème autour duquel les échanges vont graviter. Pour faire de ce rendez-vous, un levier de grandes décisions capables d'orienter les politiques publiques et les investissements privés autrement, plusieurs noms sont attendus à Lomé. La Banque d'Investissement et de développement de la Cédéao (BIDC) a ainsi mis les petits plats dans les grands en sélectionnant les personnalités qui se distinguent autant par leurs profils qu'avec leurs compétences variées.

On peut citer notamment, le président de la BIDC, Dr George Agyekum

Donkor, la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ngozi Okonjo-Iweala, le président de la Commission de la Cédéao, Dr Omar Alieu Touray, le vice-présidente exécutive d'Afreximbank, Kanayo Awani, ou encore du secrétaire spécial, en charge de l'Administration des relations économiques et des partenariats de développement du ministère indien des Affaires étrangères, Shri P. KUMARAN.

Le secteur privé sera aussi représenté par plusieurs personnalités, notamment le président du Groupe Vista Bank, Simon Tiemtore, et divers banquiers, ainsi que des opérateurs régionaux.

Ce forum est une plateforme stratégique en faveur du développement communautaire. Visant à stimuler la croissance des pays membres, ce forum va permettre aux partenaires au développement et

gouvernement togolais et celui de l'Inde, à travers India Exim Bank.

La sécurité alimentaire, le développement des infrastructures, le changement climatique

et promoteurs. Une série de projets et de programmes de développement des secteurs privé et public, seront présentés. Pour faciliter les partenariats et les échanges



aux parties prenantes de mettre en évidence les opportunités d'investissement dans les secteurs clés des États membres de la Cédéao. Il est organisé en collaboration avec le

et la création d'emploi, sont les sujets qui seront abordés par les participants. Le Forum va aussi encourager le partage des meilleures pratiques et la mise en relation des investisseurs

d'investissement pertinents, plusieurs activités sont prévues, notamment les panels, les réunions B2B, les mises en relation et le réseautage.

Edy Alley

Changement de Constitution

Le Togo effectue un retour vers la tradition de l'arbre à palabre

Un pas historique a été franchi dans la nuit de lundi dernier au mardi à l'Assemblée nationale togolaise. Les députés, à la majorité de plus de 4/5, ont adopté lors d'un vote secret, la loi portant révision constitutionnelle de la République togolaise. Il y a eu 89 voix pour, une abstention et une voix contre. La session a été dirigée par la présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djigbodi Tsègan, en présence de Pacôme Yawovi Adjourouvi, ministre des droits de l'Homme, de la Formation à la citoyenneté et des Relations avec les institutions de la République.



Yawa Djigbodi Tsègan (à l'urne) lors du vote

Adoptée par référendum le 14 octobre 1992, la Constitution de la IVème République a connu des modifications en 2002, 2007, et 2019 suite aux enjeux sociopolitiques, économiques, démographiques, culturels et technologiques aussi bien au plan national et régional que mondial. Ces modifications successives ont engendré la réadaptation de la loi fondamentale aux réalités actuelles et aux aspirations profondes des populations. Les observateurs pensent que ces différentes révisions constitutionnelles, bien qu'ayant changé profondément le paysage politique togolais méritent d'être revues à nouveau. Cette revue permet de clarifier et de renforcer la stabilité juridique, de garantir

la stabilité et la continuité de l'Etat de droit, de créer des bases solides pour la participation et l'inclusion citoyenne aux politiques ainsi qu'à la gestion de la chose publique, d'organiser la République et les pouvoirs en fonction de l'évolution et des réalités de l'intégration sous régionale du Togo, afin de protéger les droits et libertés fondamentaux des citoyens.

La révision constitutionnelle opérée dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 mars 2024 consacre le passage de la IVème à la Vème République, et du régime fort présidentiel au régime parlementaire, la mise en place d'un président du Conseil des ministres élu par le Parlement (l'Assemblée nationale et le Sénat), la consécration

des droits et devoirs dans une déclaration solennelle des droits et devoirs fondamentaux, l'érection de la Haute autorité pour la transparence, la lutte contre la corruption et l'intégrité de la vie publique, la refonte

de la justice ordinaire et des autorités constitutionnelles indépendantes, la suppression de la Cour suprême, la mise en place du protecteur du citoyen en remplacement du médiateur de la République.

Avec cette nouvelle Constitution, l'Assemblée nationale et le Sénat auront plus de prérogatives et de pouvoir. Ces deux institutions seront désormais au centre de la vie politique nationale. Cela amène l'honorable Tchallim Tchitchao, président de la Commission des lois à dire : « Le régime parlementaire sera le retour de l'arbre à palabre où tout se dialogue ». Pour sa part, Séna Alipui, vice-président à l'Assemblée nationale et responsable au sein de l'Union des forces de changement (UFC), pense que « les députés ne peuvent

plus travailler comme ils le faisaient avant ». Selon lui, ayant plus de responsabilité, « ils doivent se former pour mieux jouer leur rôle à l'hémicycle ».

Au Togo, le président de la République sera désormais élu pour un mandat unique de 6 ans par les deux chambres du Parlement appelés Congrès. Le président du Conseil est désigné pour un mandat de 6 ans, et est donc l'émanation de la majorité parlementaire. Selon Séna Alipui, Cette réforme oblige les partis politiques à travailler à fond dans les communautés à la base, et à œuvrer pour un meilleur engrais au niveau national. Les députés sont élus au suffrage universel, direct et secret pour un mandat de 6 ans renouvelable. Le mandat des sénateurs est également de 6 ans renouvelable.

Le mandat du président du Conseil, celui qui initiera désormais les politiques publiques, sera dépendant

législatives et sénatoriales deviennent ainsi les plus importantes et les plus urgentes dans le pays.

« Tout au long du processus, nous avons veillé à ce que soient respectées les normes de fond ainsi que de procédure décrites aux articles 40, 65, 82, 92, 94, 110 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale. C'est donc à bon droit que la sixième législature a jugé recevable et a procédé à l'étude ainsi qu'à l'adoption de cette proposition de révision de la constitutionnelle », a affirmé Yawa Djigbodi Tsègan.

« Je puis vous rassurer qu'avec diligence, la présente proposition de révision adoptée sera transmise à son Excellence monsieur le président de la République, chef de l'Etat, garant de l'unité nationale, du respect de la Constitution, de la continuité de l'Etat et des institutions de la République telle qu'en dispose l'article 58



Tchallim Tchitchao lors de la présentation du rapport des discussions en Commission

du mandat des membres du Congrès. Cela veut dire que si un parti politique veut diriger le pays, il n'a qu'à batailler dur pour obtenir la majorité parlementaire. A la fin du mandat des députés, la majorité parlementaire est perdue, et le président du Conseil aussi voit son mandat prendre fin. Les élections

de la Constitution », a-t-elle précisé.

L'article 102 de la nouvelle Constitution dispose qu'elle est promulguée dans 15 jours suivant son adoption et elle sera exécutée comme loi fondamentale de la Vème République.

Edem Dadzie

Nouvelle Constitution

Un pas vers une démocratie renouvelée et plus forte au Togo

Le dimanche 24 mars 2024, l'Assemblée nationale togolaise se trouvait à l'aube d'une décision historique : l'adoption d'une nouvelle Constitution pour la 5ème République, marquant un tournant décisif dans la trajectoire politique du pays.

Cette réforme constitutionnelle propose une singularité, s'inspirant des réalités actuelles et s'adaptant à la vision d'un Togo prospère, en paix, et en développement continu.

Une évolution constitutionnelle majeure

La révision constitutionnelle introduit une innovation majeure : le mandat unique de six ans pour le président de la République. Cette

mesure est conçue pour renforcer la démocratie et la gouvernance, en limitant les risques de concentration de pouvoir et en favorisant le renouvellement de la classe politique.

Le président de la République, symbolisant désormais l'unité nationale et la cohésion, voit son rôle évoluer vers une figure de proue de l'État, tandis que le président du Conseil des

ministres, chef de l'exécutif, porte la responsabilité de la conduite de la politique nationale.

Raffermissement de la démocratie

L'histoire constitutionnelle du Togo témoigne d'une évolution vers un système parlementaire, jamais remis en question par référendum. Le 23 avril 1960, l'adoption d'une Constitution instaurant un régime parlementaire a ouvert la voie à un gouvernement plus représentatif. Aujourd'hui, cette nouvelle formulation,

adaptée aux besoins actuels du Togo, renforce encore la démocratie en établissant un mécanisme clair de redevabilité des gouvernants envers le peuple.

Vers une responsabilité accrue et une lutte efficace contre la corruption

L'innovation de cette Constitution réside également dans la capacité accrue du gouvernement à être tenu responsable de ses actes devant l'Assemblée nationale. La limitation du mandat présidentiel à une

période unique de six ans souligne l'engagement du Togo à prévenir la corruption et à garantir une gestion transparente et responsable du pouvoir. Les institutions de lutte contre la corruption sont désormais dotées de plus d'autonomie et de pouvoir pour poursuivre et sanctionner les actes répréhensibles.

Un héritage de leadership et d'unité

Ce texte réaffirme le rôle du président de la République comme garant de l'unité nationale et du respect ...

... de la Constitution, incarnant un leadership respectueux des principes démocratiques. Son adoption représente non seulement un pas vers une gouvernance plus

le progrès démocratique, l'Assemblée nationale togolaise a franchi un pas décisif en adoptant une nouvelle Constitution, spécifiquement conçue pour répondre aux exigences

nouvelle Constitution place le président du Conseil des ministres en tant que véritable chef du gouvernement, responsabilisant davantage cette position dans la conduite des affaires de l'État. Cette orientation témoigne de la volonté d'optimiser l'efficacité de l'exécutif, en assurant une séparation claire des pouvoirs et une collaboration constructive entre les différentes branches du gouvernement.



Tchallim Tchitchao (à l'urne) durant le vote

responsable et transparente mais aussi l'inscription du nom du président actuel, Faure Gnassingbé, dans l'histoire du Togo comme un leader visionnaire ayant contribué à l'ancrage de la démocratie.

Un appel à l'unité et à la prospérité

En adoptant cette nouvelle Constitution, le Togo montre la voie vers un avenir où la gouvernance est guidée

politiques, sociales et économiques uniques du Togo.

Cette initiative marque le début d'une nouvelle ère pour le Togo, avec l'instauration d'un cadre juridique et institutionnel renoué, visant à consolider la démocratie et à favoriser une gouvernance inclusive et transparente.

Une vision stratégique pour le renouveau politique

Au cœur de cette réforme,



Gerry Taama du groupe parlementaire Net/PDP pendant le vote

par la transparence, la responsabilité, et l'engagement envers le bien-être de tous ses citoyens. C'est un appel à l'unité, au

l'introduction d'un mandat présidentiel unique de six ans se présente comme une stratégie audacieuse pour revitaliser le leadership



L'honorable Kouméalo Anaté, signataire de la proposition de révision constitutionnelle

progrès, et à la prospérité, fondé sur les valeurs de démocratie et de respect mutuel. Les critiques se verront confrontés à un pays résolument tourné vers l'avenir, preuve irréfutable de l'engagement du Togo envers la démocratie et le développement.

national et minimiser les risques de stagnation politique. Cette mesure, en rompant avec le cycle des mandats successifs, vise à instaurer une dynamique de renouvellement continu au sein de la classe dirigeante, tout en renforçant le principe de redevabilité.

Togo : Une nouvelle ère de démocratie avec l'adoption d'une Constitution adaptée aux réalités locales

Dans un élan historique vers

Le président du Conseil des ministres au centre du pouvoir exécutif

En redéfinissant les rôles au sein de l'exécutif, la

Un engagement ferme contre la corruption

L'adoption de cette Constitution s'accompagne d'un engagement renforcé dans la lutte contre la corruption, grâce à des dispositions permettant aux institutions dédiées de jouir d'une plus grande autonomie et de disposer des moyens nécessaires pour poursuivre et sanctionner efficacement les actes répréhensibles. Cet aspect reflète la détermination du Togo à ériger la transparence et l'intégrité en piliers de sa gouvernance.

Un leadership inspiré pour l'unité et la cohésion nationales

Le rôle du président de la République, bien que redimensionné, reste central dans la préservation de l'unité et de la cohésion nationales. En tant que symbole de l'État et garant de la continuité institutionnelle, le président incarne l'esprit de rassemblement et le respect des valeurs démocratiques, contribuant ainsi à fortifier le tissu social et politique du pays.

Un futur prometteur fondé sur des bases solides

Avec l'adoption de cette nouvelle Constitution, le Togo s'engage résolument sur la voie d'une démocratie renforcée, adaptée aux réalités et aux aspirations spécifiques de sa population. Cette étape cruciale dans l'histoire politique togolaise est le fruit d'une vision claire et d'un engagement profond en faveur du développement, de la paix et de la prospérité. Elle ouvre des perspectives prometteuses pour le renforcement de l'État de droit et l'épanouissement des citoyens dans un environnement démocratique vivant et réactif.

Réforme historique au Togo : Le mandat unique, pilon de la gouvernance



Le ministre Pacôme Adjourouvi (devant et à l'extrême droite)

renouvelée

Dans un geste audacieux vers la rénovation de sa structure politique, la représentation nationale togolaise a adopté une réforme constitutionnelle

s'inscrit dans une volonté d'optimiser l'efficacité de la gouvernance, tout en assurant une séparation équilibrée des pouvoirs. En parallèle, la lutte contre la corruption se voit renforcée



Le dépouillement du vote

majeure, introduisant le concept révolutionnaire du mandat présidentiel unique de six ans. Cette initiative, saluée par les observateurs comme un pilier fondamental pour la modernisation de la gouvernance togolaise, promet de remodeler le paysage politique du pays. La nouvelle mesure vise à injecter un dynamisme renouvelé dans le système politique togolais, en limitant la concentration du pouvoir et en encourageant un renouvellement régulier au sein de l'élite dirigeante.

par des dispositions constitutionnelles donnant plus d'autonomie aux institutions chargées de cette mission. Celles-ci bénéficieront de prérogatives élargies pour enquêter et sanctionner les pratiques corruptives, signifiant un pas de plus vers une gouvernance intègre et transparente.

La réforme est perçue comme un catalyseur pour la démocratie togolaise, offrant un cadre propice au développement d'une culture politique basée sur le respect



Les députés chantent l'hymne national pour saluer l'adoption du texte

Selon les législateurs, cette réforme est destinée à renforcer le principe de redevabilité et à favoriser une gestion plus transparente et responsable du gouvernement.

Le président du Conseil des ministres, désormais au cœur de l'exécutif, se voit confier la conduite de la politique nationale, avec une responsabilité accrue devant l'Assemblée nationale. Cette redéfinition des rôles

des principes démocratiques et la participation active des citoyens à la vie publique.

Alors que le Togo s'engage sur cette voie prometteuse de transformation politique, les yeux sont tournés vers l'avenir, dans l'attente des fruits que cette réforme historique portera pour la démocratie et le développement durable du pays.

La rédaction

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN: Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA: Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ;

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 22 71 49 70

Blagues du jour

Des étudiants en médecine reçoivent leur premier cours d'anatomie avec un vrai corps humain. Ils sont tous réunis autour d'une table d'opération avec le corps recouvert d'un drap blanc

. Le professeur leur dit :

« - En médecine, il faut avoir 2 qualités importantes. La première il ne faut pas être dégoûté. »

Là-dessus, le prof retire le drap, enfonce un doigt dans l'anus du mort, le retire et il le suce.

« - Allez faites la même chose que moi. »

Les étudiants après quelques minutes d'hésitation passent chacun leur tour. Ils enfonce le doigt dans l'anus du mort et sucent leur doigt après l'avoir retiré.

Quand tout le monde a fini le prof les regarde et leur dit :

- La seconde qualité c'est l'observation. J'ai enfoncé mon majeur et j'ai sucé mon index.

Le prof est actuellement dans le coma tellement les étudiants l'ont frappé.



Un jour 2 petits garçons ont volé un sac d'avocats dans le jardin de leur voisin.

Alors ils se sont dit : où nous pouvons aller pour partager ces avocats ?

Ils se sont décider d'aller dans les cimetières pour faire leur partage ; en escaladant le mur de la clôture, deux avocats sont tombés à la porte de cette clôture et ce n'était pas la peine d'aller les chercher tellement qu'il y en avait beaucoup dans le sac.

Le gardien du cimetière en revenant dans un tour d'inspection, soudainement arriver à la porte, il entend deux

voix à l'intérieur de clôture du cimetière, " un pour toi ! Un pour moi ! Un pour toi ! Un pour moi !"

Il a vite couru voir le prêtre de l'église pour lui dire : " mon père, venez avec moi pour témoigner comment Satan et Dieu se partagent les cadavres au cimetière.

Arrivés sur la place, ils entendent encore deux voix en train de parler toujours, " un pour toi, un pour moi !"

Après la voix s'arrêta et l'autre dit " qu'allons-nous faire pour les deux autres qui sont à la porte ?"

Au moment où je vous parle, venez voir le marathon de courses entre le prêtre et le gardien, entrain de crier " svp Dieu et Satan, nous ne sommes pas morts, nous sommes en vie !"

Juste pour vous ravir le sourire et enlever un peu de stress

Photos du jour



Légendez et commentez les photos ci-dessus



Histoire drôle

Quand je dis que je ne bois pas l'alcool, on m'en offre pour m'obliger à boire. Quand je dis que je suis au régime, tout le monde m'offre de la bouffe. Mais quand je dis que j'ai pas d'argent, on dirait que personne ne m'écoute.

Les 20 lois Morales et spirituelles que le roi Salomon a utilisé pour réussir

1. Pour être riche, il faut donner
2. Pour avoir du succès, il faut servir
3. Pour bien rire, il faut faire rire quelq'un d'autre
4. Pour prospérer, il faut être honnête
5. Pour exceller, il faut être fidèle
6. Pour aller loin, il faut se lever tôt
7. Pour changer l'autre, il faut se changer soi même
8. Pour devenir grand, il faut être discipliné
9. Pour être fort, il faut souvent prier
10. Pour réaliser beaucoup, il faut parler peu
11. Pour être fructueux, il faut

Pensée du jour

Ne juge pas chaque jour à la récolte que tu fais, mais aux graines que tu sèmes."

La qualité de ta récolte dépend non seulement de celle de la graine que tu as semée mais aussi de ta détermination à l'entretenir.

12. Pour vivre heureux, il faut pardonner
13. Pour bien parler, il faut lier la colère
14. Pour bien dormir, il faut travailler dur
15. Pour être aimé , il faut aimer
16. Pour être un bon mari, il faut écouter sa femme
17. Pour être une vraie femme, il faut être soumise
18. Pour être respecté, il faut être poli
19. Pour lier Satan, il faut se sanctifier
20. Pour grandir dans la foi, il faut toujours méditer la parole de Dieu

Leçon

L'heure du bilan, après avoir insulté copieusement ceux qui tentaient de te ramener à la raison, quand tu disais que c'est ta vie , que tu es encore jeune et que tu veux t'amuser .



Maintenant tu regardes ton corps, tes seins sont au sol, le trou est un véritable forage et les rides apparaissent déjà partout sur le corps.

Termine ce bilan dans ta chambre et ne viens surtout pas nous dire que tu veux un homme bien et une relation sérieuse. Car un homme bien n'a pas besoin de ce que tu vois actuellement dans le miroir.

Chacun dormira comme il aura dressé son lit

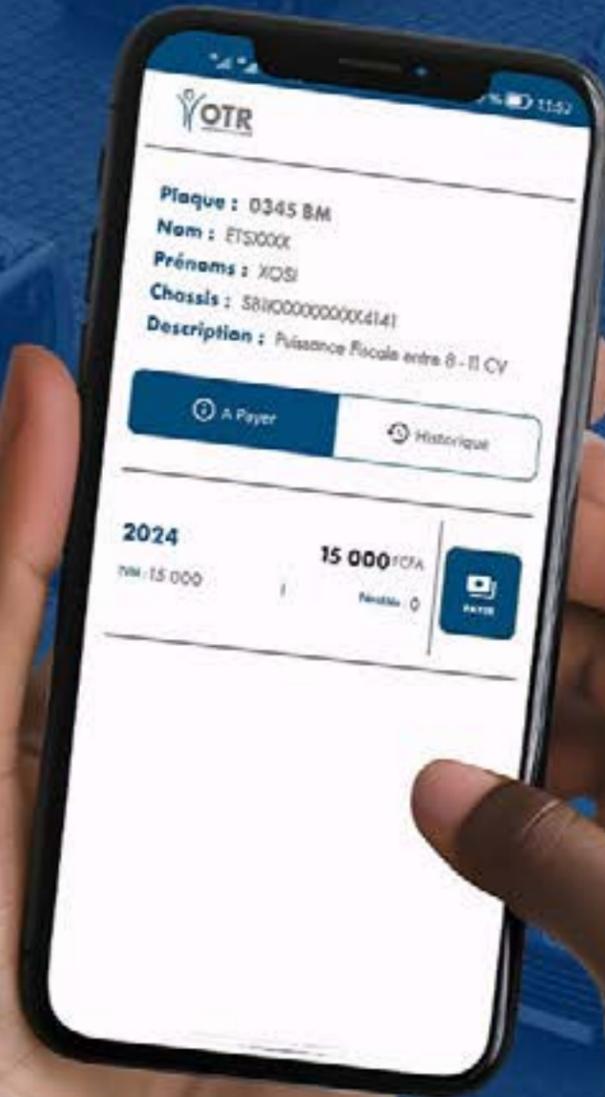
En un clic,
payez votre
TVM
par




sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play



As-tu déjà payé ta TVM ? Non ? alors dépêche-toi de le faire avant le 31 Mars 2024 !

Tu peux la payer partout où tu te trouves et à n'importe quelle heure via l'application "OTR TVM" disponible sur #playstore ou dans toutes les divisions des impôts sur toute l'étendue du territoire. Vous pouvez désormais le faire aussi via TMoney ou Moov Money.



FEDERER POUR BATIR
 www.otr.tg

Crises environnementales

Orienter les financements vers une utilisation durable des ressources

Selon un rapport publié par le groupe d'experts international sur les ressources du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), l'extraction de ressources naturelles devrait augmenter de 60% d'ici à 2060 et pourrait entraver les efforts déployés pour atteindre les objectifs mondiaux liés au climat, à la biodiversité et à la pollution, mais aussi à la prospérité économique et au bien-être humain.

Le rapport affirme que des changements politiques radicaux peuvent permettre à l'humanité de vivre selon les ressources disponibles et de réduire d'un tiers la croissance prévue de l'utilisation des ressources, tout en développant les économies, en améliorant le bien-être et en minimisant les effets nocifs sur l'environnement.

Le rapport constate que l'augmentation de l'utilisation des ressources depuis 1970, qui est passée de 30 à 106 milliards de tonnes, ou de 23 à 39 kilogrammes de matériaux utilisés en moyenne par personne et par jour, a des répercussions considérables sur l'environnement. Globalement, l'extraction et la transformation des ressources sont responsables de plus de 60% des émissions responsables du réchauffement de la planète et de 40% des effets de la pollution atmosphérique sur la santé. L'extraction et la transformation de la biomasse (par exemple, les cultures agricoles et la sylviculture) sont responsables de 90% de la perte de biodiversité et du stress hydrique liés à la terre, ainsi que d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre. De même, l'extraction et la transformation des combustibles fossiles, des métaux et des minéraux non métalliques (sable, gravier, argile, etc.) est responsable de 35% des émissions mondiales.

« La triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de la nature et de la pollution est le résultat d'une crise de la consommation et de la production non durables. Nous devons œuvrer en harmonie avec la nature au lieu de nous contenter de l'exploiter. Réduire l'intensité d'utilisation des ressources des systèmes de mobilité, de logement, d'alimentation et d'énergie est le seul moyen d'atteindre les objectifs de développement durable et,

en fin de compte, d'aspirer à une planète juste et vivable pour tous », affirme Inger Andersen, directrice exécutive du Pnue.

Les pays à faible revenu consomment six fois moins de matériaux et génèrent dix fois moins d'incidences sur le climat que les pays à revenu élevé. L'utilisation des ressources dans les pays à revenu intermédiaire supérieur ont plus que doublé au cours des 50 dernières années en raison de leur croissance, en particulier dans le domaine de l'infrastructure.

La délocalisation des processus à forte intensité d'utilisation de ressources des pays à revenu élevé dans ces pays est également une des raisons de cette croissance. Dans le même temps, l'utilisation des ressources par habitant et les incidences sur l'environnement qui en découlent dans les pays à faible revenu sont restés relativement faibles et pratiquement inchangés depuis 1995.

Dans les pays où les niveaux de consommation sont très élevés, une plus grande attention à la réduction des niveaux de consommation de ressources et de matériaux, en complément d'une action sur l'efficacité de la production et des ressources, peut permettre de réduire d'environ 30% l'utilisation des ressources mondiales par rapport aux tendances historiques, tout en développant l'économie mondiale, en améliorant les conditions de vie et en restant dans les limites de la planète.

Lorsque l'utilisation des ressources doit augmenter, des stratégies peuvent être mises en place pour optimiser la valeur de chaque unité de ressource utilisée et répondre aux besoins humains par des moyens qui utilisent moins de ressources, de sorte que les bénéfices de l'utilisation des ressources dépassent de loin le taux d'extraction et que les incidences sur

l'environnement et la santé restent conformes aux obligations internationales en matière de climat, de biodiversité et de durabilité. L'intégration des externalités environnementales au sein des accords commerciaux, le renforcement de la réglementation des marchés financiers des matières premières et la mise en place de politiques d'ajustement aux frontières liées aux incidences sur l'environnement sont quelques-uns des moyens dont disposent les pays pour empêcher un



Exploitation de ressources naturelles (une carrière de bauxite)

niveaulement par le bas des normes environnementales et sociales d'extraction des ressources, et pour maximiser et conserver la valeur des processus d'extraction dans le pays.

« Nous ne devrions pas accepter que la satisfaction des besoins humains dépende des ressources, et nous devons cesser de stimuler le succès économique fondé sur l'extraction. Si les responsables politiques et le secteur privé mettent en œuvre des mesures décisives, une vie décente pour toutes et tous est possible sans pour autant en faire payer le prix à la planète », déclare Janez Potočnik, coprésident du groupe international d'experts sur les ressources. « Lors de la CoP 28 sur le climat, il a été convenu de s'éloigner des combustibles fossiles. Il est maintenant temps de réunir tout le monde autour de la table pour apporter les solutions qui permettront d'y parvenir. Nous avons besoin de solutions basées sur les ressources pour le climat, la biodiversité et l'équité afin que chacune et chacun, partout, puisse vivre dans la dignité », fait observer Izabella Teixeira, coprésidente du groupe international d'experts sur les ressources.

Les recommandations spécifiques sont les suivantes

Institutionnaliser la gouvernance des ressources et définir des voies d'utilisation des ressources, en particulier la prise en compte de l'utilisation durable des ressources dans les stratégies de mise en œuvre des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et l'amélioration de la capacité des pays à évaluer et à fixer des objectifs en matière de consommation et de productivité des ressources.

Il faudrait orienter les financements vers une utilisation durable des ressources en reflétant les coûts réels des ressources dans la structure de l'économie (c'est-à-dire les subventions, la réglementation, les taxes, les incitations, l'infrastructure et la planification). D'autres recommandations visent de canaliser le financement privé vers l'utilisation durable des ressources et intégrer le risque lié aux ressources dans les mandats des banques publiques et centrales.

L'on recommande aussi d'intégrer les options de consommation durable en veillant à ce que les consommateurs disposent de bonnes informations, qu'ils aient accès à des biens et services durables et abordables. Ces mesures doivent être associées à une réglementation visant à décourager ou à interdire les options à forte intensité de ressources (comme les produits en plastique à usage unique non essentiels).

Il est essentiel de faire du commerce un moteur de l'utilisation durable des ressources en créant des conditions équitables où les véritables coûts environnementaux et sociaux des biens sont reflétés dans les prix, en introduisant des AME dans les accords commerciaux,

par exemple. Par ailleurs, l'on doit créer des solutions circulaires, efficaces en termes de ressources et à faible incidences, et des modèles d'entreprise pour inclure le refus, la réduction, l'écoconception, la réutilisation, la réparation et le recyclage, ainsi qu'une réglementation de soutien et l'évaluation des systèmes existants.

La mise en œuvre conjointe de ces politiques peut contribuer à transformer l'environnement bâti, la mobilité, l'alimentation et les systèmes énergétiques. Cela entraînerait ainsi une augmentation des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, une décarbonisation de la production de matériaux, des villes plus accessibles à pied et à vélo dotées de meilleurs transports publics, des possibilités de travail à distance ainsi qu'une réduction des pertes et des déchets alimentaires. Dans les pays à revenu élevé et moyen supérieur, les régimes alimentaires s'orienteraient vers une réduction des protéines animales, les villes se densifieraient, tandis que les pays à faible revenu connaîtraient une augmentation de l'utilisation des ressources pour permettre un mode de vie digne.

Ces changements systémiques devraient permettre d'atteindre le pic d'extraction des ressources d'ici à 2040, puis de réduire l'utilisation à seulement 20% au-dessus des niveaux de 2020 d'ici à 2060. Les émissions de gaz à effet de serre diminueraient de plus de 80%, les stocks de matériaux liés au transport et de matériaux de construction baisseraient respectivement de 50 et 25%, et l'utilisation des terres pour l'agriculture diminuerait de 5%.

Parallèlement, la production alimentaire augmenterait de 40% pour soutenir les populations, même en cas de croissance et de sécurité alimentaire, l'économie mondiale croîtrait de 3% et l'indice de développement humain s'améliorerait de 7%, ce qui stimulerait les revenus et le bien-être.

Incendie du magasin "abandon" au PAL

Quelques dégâts matériels n'affectant en rien l'activité portuaire

Excentré et loin des installations portuaires, le magasin "Abandon" a connu un incendie le 23 mars dernier. Aucun blessé ni perte en vies humaines n'est à déplorer. Les dégâts matériels enregistrés concernent les marchandises en contentieux et avariées en instances d'être détruites, selon les responsables du Port autonome de Lomé. Les précisions de cet incendie ont été données par le directeur des Opérations douanières de Lomé Port, Piguendéléwè Akaya, ce 26 mars 2024 à Lomé.

C'est aux environs de 18h, ce 23 mars qu'un feu s'est déclaré dans le magasin "Abandon" de la direction des Opérations douanières de Lomé Port (DODLP). Deux heures après, l'incendie a été totalement maîtrisé grâce à une synergie d'action du commandant de la base marine, du commissaire de Police et de la Gendarmerie, ainsi que des sapeurs-pompiers.

Mais pour s'assurer que tous les foyers des braises ont été éteints, les soldats du feu ont continué leur manœuvre et sécurisé le

lieu sinistré vers 23heures.

Surnommé le magasin "Abandon", il renferme différentes gammes de marchandises. Il s'agit des marchandises avariées qui font l'objet de prohibition et celles saisies qui font l'objet de contentieux. Concrètement, il s'agit des friperies, des matelas usagers, de quelques produits pharmaceutiques, de charbon pour chicha et appareils de chicha, des produits de beauté, des boissons, des moteurs de véhicules, des spirales anti-moustiques, et de certains effets personnels.

La plupart de ces marchandises sont en attente d'être détruites.

« A part les dégâts susmentionnés, l'incendie n'a aucune incidence sur les

tourne normalement au Port autonome de Lomé. Les dégâts n'affectent ni les opérateurs économiques, ni les différents départements

Pour l'heure, une enquête est ouverte par la gendarmerie en vue de déterminer l'origine de cet incendie. La thèse criminelle ou préméditée



Le magasin "Abandon" situé dans la zone portuaire touché par un incendie dans la nuit du 23 mars

activités au Port autonome de Lomé. Vous pouvez constater que l'économie

et leurs personnels du port », a indiqué Piguendéléwè Akaya.

est toutefois écartée, selon les autorités portuaires.

Edy Alley

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?



BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN**!

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:

Profession ou activité:

Adresse: / BP:

Tél: / E-mail:

▶ Je m'abonne

- | | | |
|----|-------------------------|-------------|
| 01 | Abonnement mensuel: | 5.000 FCFA |
| 02 | Abonnement trimestriel: | 15.000 FCFA |
| 03 | Abonnement semestriel: | 20.000 FCFA |
| 04 | Abonnement annuel: | 40.000 FCFA |



COMMUNIQUÉ DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Relatif à l'ouverture des inscriptions pour la promotion 2024-2025
à l'Institut de Formation Fiscale et Douanière (IFFD)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de son personnel, des partenaires publics et privés que les inscriptions aux cycles de formations de base des cadres supérieurs et moyens pour l'année académique 2024-2025 sont ouvertes dans les filières ci-après :

Nos filières de formation

► Cycle supérieur



► Cycle moyen



Les conditions d'accès

CYCLE SUPERIEUR

- Avoir un Bac+5 ;
- Avoir un Bac+4 et justifier de 2 années d'expériences
- Avoir un Bac+3 et justifier de 5 années d'expériences
- Etre au moins de grade PI (Pour les candidats agents de l'OTR)

CYCLE MOYEN

- Avoir un Bac+3
- Avoir un Bac+2 et justifier de 2 années d'expérience

⚠ Avoir une autorisation de l'employeur (candidats externes)

Les dossiers à fournir en ligne (PDF)

- CV
- Copie des diplômes
- Copie de l'acte de nationalité
- Autorisation de l'employeur (candidats externes)

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : Vendredi 26 avril 2024 à 17 h 30 min

Tapez le lien ci-dessous dans la barre de votre navigateur ou scannez le Qr code



<https://bit.ly/42TnewX>



☎ Pour toute information complémentaire
+228 70 79 09 59

🏢 Institut de Formation Fiscale et Douanière